

Contact: Association France Palestine Alsace - BP 7436 - 68007 COLMAR - site internet: www.afps-alsace.co/



La France attribue le prix des Droits de l'Homme à deux ONG en lutte contre l'occupation israélienne

Photo: Des soldats

israéliens enlèvent un drapeau palestinien, à Hébron, en juillet 2018. / Abed al Hashlamoun/EFE/MaxPPP

Le Prix des droits de l'homme de la République française 2018 a été décerné, lundi 10 décembre, aux ONG palestinienne Al-Haq et israélienne B'Tselem, qui militent contre l'occupation israélienne. Ce choix a provoqué de nombreux remous au sein des gouvernements français et israélien.

Décernée cette année le jour même du 70e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'homme, cette prestigieuse récompense, dotée par Matignon, se veut hautement symbolique. Quarante ans après sa création, le Prix des droits de l'homme de la République française – Liberté, Égalité, Fraternité a distingué, pour son édition 2018, un panel audacieux d'organisations victimes de harcèlement, de pressions ou de campagnes de diffamation entravant leur combat quotidien pour la défense des droits humains.

Parmi les cinq lauréats [1] mis à l'honneur, lundi 10 décembre, au ministère de la justice, place Vendôme, figure en effet un duo d'ONG – l'une palestinienne, al-Haq, et l'autre israélienne, B'Tselem – engagées contre l'occupation israélienne.

« C'est un grand honneur pour Al-Haq de recevoir ce prix prestigieux avec nos collègues de B'Tselem, qui sont nos partenaires dans la lutte pour la justice et un avenir meilleur, sans oppression et sans occupation », a réagi le directeur de l'association, Shawan Jabarin, emprisonné à plusieurs reprises en Israël et accusé – sans preuves – par les autorités d'être un membre du Front Populaire de Libération de la Palestine, classé sur la liste des organisations terroristes de nombreux pays

du globe. « Ensemble, nous travaillons à mettre fin à la culture de l'impunité afin que les Palestiniens puissent jouir pleinement de leurs droits humains », a ajouté l'activiste.

Violations des droits

Fondée en 1979, Al-Haq – organisation indépendante basée à Ramallah (Cisjordanie) et principalement composée d'une équipe d'avocats palestiniens –, recense depuis quarante ans les cas de violations des droits de l'homme du conflit israélo-palestinien. Elle produit ensuite des rapports et des études juridiques détaillés, pour demander réparation.

« C'est un honneur particulièrement spécial de recevoir ce prix, avec nos collègues d'Al-Haq. Nous partageons les mêmes valeurs et la même prise de conscience : ce n'est qu'en mettant fin à l'occupation qu'un avenir fondé sur les droits de l'homme, l'égalité et la liberté pourra exister », a renchéri Hagai El-Ad, le directeur exécutif de B'Tselem.

Tortures, blessures, assassinats... Créée en 1989 par des universitaires, journalistes et membres de la Knesset, cette ONG entend « raconter la réalité de l'occupation israélienne », en documentant le comportement de soldats et des colons israéliens installés en Cisjordanie. En octobre dernier, l'activiste avait signé une tribune remarquée devant les Nations unies, dans laquelle il reprochait au gouvernement israélien « d'inciter à la haine ».

Remous en Israël... et au gouvernement en France....

Ces derniers jours, le gouvernement israélien a mené une offensive diplomatique pour pousser le quai d'Orsay et la place Vendôme à revenir sur la nomination des deux ONG, hautement impopulaires auprès des autorités du pays.

Dans une lettre ouverte adressée au ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves le Drian, et à la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, le vice-ministre des Affaires étrangères israélien, Tsipi Hotovely, a ainsi demandé à la France de « renoncer à [remettre] ce prix », en soulignant notamment que les rapports de B'Tselem se basaient sur des témoignages « contestables » et qu'Al-Haq était lié à « des milieux terroristes ».

En fin de semaine dernière, la Garde des Sceaux a finalement décidé, contrairement à ce qui avait été précédemment annoncé, de ne pas pas participer à la cérémonie. Un revirement embarrassant, alors que François Croquette, ambassadeur pour les droits de l'homme, a été désigné, après des jours de négociations orageuses en coulisses, pour remettre le prix.

Mais si elle a bien provoqué des remous au sein du gouvernement, la missive n'aura pas réussi à empêcher la tenue de la cérémonie officielle. Dans un communiqué, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a salué, à travers cette remise de prix, « un symbole fort ».

[1] Les autres lauréats sont le Mouvement national colombien des victimes, l'organisation We turn the page du Nigeria, et le défenseur des droits biélorusse Leonid Sudalenko.

Lire aussi:

- "Prix des droits de l'homme : deux ONG israélienne et palestinienne récompensées" (RFI)
- "Controverse autour du prix des droits de l'homme décerné par la France à deux ONG israélienne et palestinienne" (Le Monde)